



## ÉDITORIAL

### La promotion des bonnes pratiques pour lutter contre la faim et la malnutrition en Afrique

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) définit la **faim** comme la manifestation la plus **extrême de la pauvreté** et du dénuement. Avoir faim dans un monde d'abondance, où **près d'un tiers de l'ensemble de la nourriture produite est soit perdue, soit gaspillée**, est inacceptable. Malheureusement, encore aujourd'hui, la faim augmente et la malnutrition persiste, compromettant la réalisation de l'objectif Faim Zéro d'ici à 2030.

L'édition 2020 de l'ONU sur **L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde** rapporte que près de **690 millions de personnes ont souffert de la faim en 2019**, soit une augmentation de 10 millions par rapport à 2018, et de près de 60 millions en cinq ans <sup>(1)</sup>.

L'adoption ou l'échange de bonnes pratiques peut être une source fertile de lutte contre la faim, principalement en Afrique. Leur mise en œuvre, déployée à grande échelle, permettra d'accroître la production alimentaire, d'augmenter les revenus des agriculteurs, d'améliorer la nutrition, et ainsi de réduire la vulnérabilité économique des familles les plus pauvres. Ces bonnes pratiques peuvent prendre la forme de produits, de technologies, de méthodes et de pratiques qui ont le potentiel d'améliorer les conditions de vie des populations.

La promotion des bonnes pratiques est au cœur de la stratégie de gestion des connaissances du CERFAM, qui les identifie, les documente, les diffuse et soutient leur mise en œuvre. L'article sur la plateforme de gestion des connaissances (KEPT) du CERFAM à la page 4 de ce bulletin vous fera faire connaissance de ce nouvel outil du CERFAM pour faire progresser les bonnes pratiques en matière de sécurité alimentaire et de nutrition en Afrique.

Le CERFAM appuie les efforts des pays d'Afrique à **partager les bonnes pratiques** éprouvées, à promouvoir des solutions innovantes et à mobiliser une expertise de niveau mondial pour la mise en œuvre d'expériences et de connaissances avec un impact réel sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique. Pour ce faire, et dans un cadre de coopération technique, le CERFAM s'associe à des partenaires d'institutions nationales et régionales, ainsi que des acteurs du développement, riche d'expériences en la matière, comme c'est le cas avec le **Centre d'excellence de la Chine**, afin de **renforcer la synergie pour parvenir à une Faim zéro** en diffusant la documentation et les bonnes pratiques de sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique.

L'initiative de **coopération Sud-Sud** encourage le transfert de compétences d'autres pays en développement, là où les experts sont souvent plus familiarisés avec les réalités sociales, culturelles et économiques du développement dans un contexte d'insécurité alimentaire et de pauvreté.

Par exemple, à travers la coopération Sud-Sud, le CERFAM a favorisé le déploiement d'un groupe d'experts et de femmes membres de coopératives de Côte d'Ivoire et du Bénin en République du Congo pour une formation à la **fabrication d'équipements et la transformation du manioc en produits diversifiés** tels que l'attiéké et le gari.

Ce partage d'expérience répondait au besoin de fabriquer des équipements de haute qualité pour la transformation, devant permettre aux bénéficiaires d'abandonner une méthode faite principalement à la main avec une technologie obsolète et rudimentaire, et selon des méthodes traditionnelles. Vous pourrez mieux comprendre les retombées de ce partage d'expériences à travers les résultats et impressions des acteurs aux pages 7 et 8 de ce bulletin.

<sup>(1)</sup> L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde, édition 2020

Vous découvrirez également dans ce présent bulletin, la collaboration entre le CERFAM et le **bureau PAM au Tchad**, qui ont **uni leurs forces pour documenter les bonnes pratiques et les leçons apprises dans le cadre de l'alimentation scolaire à base communautaire** au niveau régional.

Les bonnes pratiques, qui doivent être simples, pertinentes, économiques, adaptables, répliquables et transposables, ont le pouvoir immense d'apporter les transformations nécessaires pour adopter des solutions locales et durables contre la faim. Leur mise en œuvre contribue à l'amélioration de la sécurité alimentaire, la nutrition et les moyens d'existence des ménages ruraux et de stimuler la croissance des économies locales.

**Bonne lecture !**

### A lire dans ce numéro ...

#### Dossier....

- ⇒ La méthodologie de capitalisation des bonnes pratiques du CERFAM. **Page 3**
- ⇒ Une nouvelle solution numérique pour faire progresser les bonnes pratiques en matière de sécurité alimentaire et de nutrition en Afrique. **Page 4**
- ⇒ La Drycard, une technologie permettant d'évaluer et mesurer le niveau de séchage ou d'humidité des aliments et produits agricoles. **Page 5**
- ⇒ Le renforcement de la collaboration entre le Centre d'Excellence du PAM en Chine et le CERFAM. **Page 6**

#### Retour d'expérience des experts de la Côte d'Ivoire et du Bénin suite à la mission de coopération Sud-Sud en République du Congo

- ⇒ Interviews avec les experts de la Côte d'Ivoire. **Page 7**
- ⇒ Interviews avec les experts du Bénin. **Page 7**
- ⇒ Les résultats de la mission par les collègues du bureau du PAM en République du Congo. **Page 8**

#### Gros plan sur...

- ⇒ L'Unité Planification stratégique, conception de programmes et partenariat (PDP) du CERFAM. **Page 9**
- ⇒ Mieux comprendre le plan stratégique du CERFAM. **Page 10**
- ⇒ Découvrir l'équipe PDP du CERFAM. **Page 11**

## À propos du CERFAM

En tant que premier centre d'excellence contre la faim et la malnutrition en Afrique, le CERFAM est une plaque tournante régionale pour les échanges, la création de partenariats et la coopération Sud-Sud, qui permet aux pays africains d'accéder aux meilleures compétences, connaissances et assistance technique disponibles pour les soutenir dans leurs efforts pour progresser dans la mise en œuvre de l'ODD2.

Le CERFAM facilite et mobilise une expertise de haut niveau, promeut des solutions contre la faim et la malnutrition, grâce à des pratiques éprouvées, des approches innovantes et des réseaux et communautés de pratique pionniers reliant les parties prenantes nationales, régionales et internationales.

Le **CERFAM** a une offre de services qui est double: (i) identifier, documenter, promouvoir et diffuser les bonnes pratiques et les enseignements tirés au niveau des pays en Afrique et (ii) agir comme catalyseur, en déployant une expertise pour la mise en œuvre des bonnes pratiques à travers le renforcement des capacités et la coopération Sud-Sud.

L'offre de services du **CERFAM** s'appuie sur quatre piliers clés: **la recherche, l'assistance technique, les partenariats et la communication et le plaidoyer.**





## AMÉLIORER LES ÉCHANGES DE COOPÉRATION SUD-SUD ET LES APPRENTISSAGES EN AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE

### La méthodologie de capitalisation des bonnes pratiques du CERFAM

Les échanges Sud-Sud sont essentiels pour engager les gouvernements dans l'apprentissage, exposant de nouvelles idées et des solutions innovantes à leur contexte de développement. Cette coopération Sud-Sud vise la construction et le partage des connaissances entre les pays en développement confrontés à des défis similaires et à la recherche de solutions spécifiques à leur contexte.

En Afrique, **la coopération Sud-Sud est essentielle pour accélérer le développement durable et donner aux pays la possibilité d'avoir accès à des informations de qualité pour faire progresser leurs processus de prise de décision liés à leurs programmes et politiques nationaux.**

L'identification et la documentation des bonnes pratiques à travers le continent africain, l'échange de connaissances sur celles-ci et les leçons tirées d'elles sont des aspects clés de la coopération Sud-Sud sur le continent. C'est pour soutenir le développement de l'Afrique dans ces domaines, qu'un partenariat conjoint entre le Programme alimentaire mondial (PAM) et le Gouvernement de Côte d'Ivoire a permis la création du Centre d'Excellence Régional contre la Faim et la Malnutrition (CERFAM), lancé à Abidjan en mars 2019.

**Le CERFAM est une plateforme d'échanges, de partenariats et de coopération**, qui vise à soutenir les efforts et les besoins de coopération Sud-Sud sur le continent, principalement en Afrique de l'Ouest et du Centre. Il vise à répondre à la demande croissante des gouvernements nationaux qui s'efforcent de renforcer leurs capacités nationales, la gestion des connaissances, la documentation et le partage des bonnes pratiques et des leçons apprises dans la lutte contre la faim et la malnutrition et de contribuer à améliorer la qualité de la mise en œuvre. Un domaine clé qui est de plus en plus demandé par les pays pour soutenir leurs efforts en vue d'éradiquer la faim et la malnutrition est l'alimentation scolaire à base communautaire.

**Soutenir les efforts nationaux pour renforcer le programme d'alimentation scolaire à base communautaire (HGSA) peut être une stratégie efficace pour contribuer à la réalisation des Objectifs de**

**Développement Durable.** C'est également une priorité pour le CERFAM dans la sous-région.

Pour contribuer aux objectifs des gouvernements en matière d'alimentation scolaire à base communautaire, le CERFAM a développé des outils qui incluent la méthodologie de capitalisation visant à analyser et promouvoir les interventions (projets, programmes, activités, initiatives, etc.) à travers l'identification, la documentation et le partage de bonnes pratiques, en particulier entre les pays dans des contextes similaires.

Ces efforts ont été coordonnés par Madame Levke Rickmers, du bureau du PAM au Tchad, qui a rejoint le CERFAM pour une affectation temporaire de trois mois, entre avril et juin 2020. Les échanges entre le personnel du bureau PAM au Tchad et le CERFAM ont contribué à élargir le répertoire de connaissances du CERFAM sur le programme d'alimentation scolaire à base communautaire dans la région et aussi consulter les parties prenantes aux niveaux mondial, régional et national sur les points forts et les défis de la mise en œuvre de ce programme.

Cela a abouti à une compréhension plus large - au-delà du contexte tchadien - des défis quotidiens auxquels sont confrontés les professionnels pour apporter aux écoles des aliments nutritifs, sûrs et produits localement. Il a également permis de mettre en exergue l'importance d'une approche multisectorielle et multi-acteurs, impliquant les institutions nationales et les communautés locales dans les programmes d'alimentation scolaire à base communautaire.

La documentation finale de ces échanges, comprenant **une analyse du paysage des programmes d'alimentation scolaire à base communautaire en Afrique de l'Ouest et du Centre, un rapport sur les implications et recommandations pour la stratégie dudit programme au Tchad et une boîte à outils de collecte des leçons apprises**, bénéficiera aux parties prenantes de la région pour progresser dans la lutte contre la malnutrition grâce à une meilleure connaissance du processus de mise en œuvre de programmes d'alimentation scolaire à base communautaire durable.

Si vous êtes une partie prenante, qui souhaite également utiliser le soutien du CERFAM pour renforcer les programmes HGSA ou d'autres programmes dans votre pays, veuillez nous contacter! Grâce à la coopération Sud-Sud et au renforcement des capacités nationales, les pays peuvent non seulement apprendre les uns des autres, mais aussi trouver des solutions communes aux problèmes récurrents dans la région.

# Knowledge Exchange Platform (KEPT)

Coming soon

## PLATEFORME DE GESTION DES CONNAISSANCES DU CERFAM (KEPT)

### Une nouvelle solution numérique pour faire progresser les bonnes pratiques en matière de sécurité alimentaire et de nutrition en Afrique

L'identification, la documentation et la promotion des bonnes pratiques sont au cœur de la mission et de la stratégie de gestion des connaissances du CERFAM pour contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition en Afrique. Pour ce faire, le CERFAM a développé un guide de bonnes pratiques, qui définit la procédure et les critères pour identifier, collecter et valider les bonnes pratiques. Le CERFAM développe également une plateforme d'échange de connaissances<sup>1</sup> (KEPT), où les utilisateurs peuvent soumettre des pratiques à analyser et classer comme bonnes pratiques, accéder à un référentiel de bonnes pratiques et d'experts, échanger avec des experts et solliciter une assistance technique pour mettre en œuvre les bonnes pratiques.

Le CERFAM considère les bonnes pratiques comme des interventions, des processus ou des méthodologies fondés sur des preuves et testés sur le terrain, ayant un impact avéré ou potentiel sur la sécurité alimentaire et l'état nutritionnel des populations. Le CERFAM classe les bonnes pratiques comme suit :

- \* **Pratiques innovantes** : pratiques déjà appliquées qui montrent une certaine efficacité dans la réduction de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition ; ou celles mises en œuvre en tant que nouvelles techniques ou technologies pilotes ou initiales, présentant des résultats prometteurs et satisfaisants avec des preuves minimales ;
- \* **Pratiques démontrées avec succès** : pratiques éprouvées, avec des résultats tangibles sur la sécurité alimentaire et la nutrition, dans un contexte donné, et avec des caractéristiques transférables à d'autres contextes ;
- \* **Bonnes pratiques reproductibles ou évolutives** : pratiques ayant démontré qu'elles génèrent les résultats souhaités sur la sécurité alimentaire et la nutrition dans de multiples contextes, avec un fort potentiel d'adaptation et d'adoption par d'autres.

### L'importance des bonnes pratiques

Des idées factuelles, concrètes et innovantes aident à

améliorer la prise de décision pour accélérer les progrès vers l'ODD 2. Les bonnes pratiques offrent également des opportunités d'apprentissage non seulement pour les « explorateurs », mais aussi pour les chefs de projet. **Soumettre au CERFAM des bonnes pratiques potentielles et des innovations prometteuses constitue une opportunité pour les parties prenantes de tester leurs interventions**, non seulement en bénéficiant d'une analyse complète de leurs pratiques mais aussi en proposant des recommandations concrètes pour améliorer leurs initiatives.

### Comment avoir accès aux bonnes pratiques collectées par le CERFAM

Toutes les bonnes pratiques collectées seront disponibles sur le KEPT. Cette plateforme vise à faciliter l'accès aux connaissances sur la sécurité alimentaire et la nutrition, à fournir une expertise pour transformer les connaissances en actions concrètes, à encourager les échanges entre les principales parties prenantes et à effectuer le suivi et l'évaluation des actions d'assistance technique associées.

### Étapes à suivre si vous êtes intéressés par une bonne pratique sur la plateforme KEPT

Une fois que vous avez identifié une bonne pratique que vous souhaitez mettre en œuvre dans votre contexte, l'assistance technique d'experts vous sera nécessaire pour soutenir la conception, l'adaptation et la mise en œuvre de la pratique. KEPT offre la possibilité de faire une demande d'assistance technique auprès du CERFAM.

Le CERFAM identifiera le meilleur profil pour répondre à votre demande, soutiendra les processus de conception et de mise en œuvre qui contribuent à la reproduction des bonnes pratiques, en s'appuyant sur un vaste réseau de praticiens et une liste d'experts, y compris les centres de recherche, les agences des Nations Unies, le secteur privé, les institutions, les gouvernements et les autres partenaires de développement. Conformément à la mission du CERFAM d'accélérer les progrès vers l'élimination de la faim et de la malnutrition en Afrique, les experts intéressés peuvent s'inscrire sur le KEPT et être mobilisés et déployés pour la mise en œuvre de bonnes pratiques.

<sup>1</sup> Le KEPT sera pleinement fonctionnel au cours du 3<sup>ème</sup> trimestre 2020 et accessible sur la page Web du CERFAM: [www.wfp.org/cerfam](http://www.wfp.org/cerfam)



## LA DRYCARD, UNE NOUVELLE TECHNOLOGIE ET UN INDICATEUR DE RÉDUCTION DU COÛT DE SÉCHAGE DES PRODUITS AGRICOLES

Pour permettre aux petits agriculteurs de mesurer le degré de séchage de leurs produits et leur meilleur stockage.

### Inaccessibilité aux outils pour tester l'état de séchage des produits agricoles

La moisissure ne se développe pas si les produits agricoles sont correctement séchés. Évaluer le niveau de séchage ou d'humidité de ces produits avant leur entreposage peut considérablement réduire le niveau des pertes post récoltes et fournir aux consommateurs des aliments de très bonne qualité. Cependant, les petits agriculteurs africains n'ont généralement pas accès à un mécanisme rentable et à moindre coût pour faire cette évaluation. Par exemple, un humidimètre coûte un peu plus de 150 dollars USD.

### Comment la DryCard™ peut-elle réduire les Pertes Post-récoltes ?

Inventé par des chercheurs américains de l'Université Davis en Californie, la Drycard est un outil, un petit appareil peu coûteux, permettant aux petits producteurs d'évaluer et mesurer le niveau de séchage ou d'humidité de leurs aliments et produits agricoles, avant de les stocker ou les vendre. Il leur permet ainsi de prendre les mesures nécessaires pour empêcher la moisissure et réduire les pertes post récoltes.

### Humidité et sécurité alimentaire

La durée de conservation et la sécurité des produits séchés sont étroitement liées à leur degré d'activité en eau qui est directement liée au système « *de l'humidité d'équilibre relative* ». Aux températures de stockage typiques, ce système à 65 pour cent maximum empêchera la croissance de la plupart des moisissures. La croissance de moisissures sur les aliments peut entraîner des pertes post récoltes et des aliments insalubres. Les *aflatoxines* produites par certaines moisissures peuvent entraîner un retard de croissance lié à la malnutrition et au cancer du foie.

### Comment utiliser la DryCard?

La DryCard et les produits séchés doivent être placés

dans un contenant hermétique, tel qu'un sac en plastique scellé. Après une brève attente, la bande indicatrice d'humidité au chlorure de cobalt de la DryCard va réagir au système « *de l'humidité d'équilibre relative* » et changera de couleur. Ensuite, l'utilisateur peut faire correspondre la couleur de la bande à une échelle de couleurs calibrée avec précision sur la DryCard. **Si cette bande devient rose, le produit est encore trop humide pour un stockage sûr. S'il devient bleu ou violet, le produit est correctement séché.** Lorsqu'elle n'est pas utilisée, la DryCard doit être stockée dans un sac en plastique pour éviter tout contact avec l'eau et peut être réutilisée jusqu'à 3 ans, si elle est correctement conservée.

### Les résultats de la DryCard au Rwanda

L'utilité de la DryCard pour la conservation des produits alimentaires a été reconnue au Rwanda. Selon un test comparatif réalisé par le « *Rwanda Standards Board* » en 2018, la Drycard est décrite comme **un outil efficace pour évaluer le niveau de séchage des céréales.** Cependant, Drycard n'a été testé qu'avec le maïs et les résultats se sont légèrement écartés de la méthode de référence (ISO 6540: 1980). Un processus de validation a également été mené par le « *Rwanda Agriculture and Animal Resource Development Board* » en 2019 au sein de 24 coopératives. 96 échantillons de grains de maïs ont été collectés. Selon des résultats de la DryCard, le taux de séchage de 50 à 55 pour cent est en corrélation avec la teneur en humidité des grains de 13 à 14 pour cent établie par les normes commerciales standards sur les grains de maïs. Par conséquent, le Conseil a conclu que la **DryCard est un outil facile à utiliser et peu coûteux, permettant aux agriculteurs de vérifier le niveau de séchage des céréales avant l'entreposage.**

### Que retenir de la Drycard?

Son efficacité ayant été scientifiquement prouvée, cet article vise à partager des informations sur la DryCard, offrant de **nouvelles opportunités pour une adoption et une validation plus large.** Cependant, plusieurs activités pilotes sont recommandées pour confirmer son efficacité avec différents produits dans différents contextes. **Il est essentiel de l'intégrer dans les projets de gestion des pertes post récoltes avec des outils pertinents, tels que des sacs hermétiques, pour son effet maximal.**

Pour plus d'informations sur la DryCard, veuillez nous contacter au [wfp.cerfam@wfp.org](mailto:wfp.cerfam@wfp.org)

## JOINDRE LES MAINS POUR ÉLIMINER LA FAIM ET LA MALNUTRITION

### Renforcement de la collaboration entre le Centre d'Excellence du PAM en Chine et le CERFAM

Le 28 mai 2020, le Centre d'Excellence du PAM en Chine et le CERFAM ont signé une lettre d'intention visant à renforcer la synergie pour atteindre la Faim Zéro, en documentant et en diffusant les bonnes pratiques en matière de sécurité alimentaire et de nutrition en Afrique. La lettre d'intention a ouvert un nouveau chapitre de la **collaboration entre les Centres d'Excellence du PAM dans leur quête pour aider les pays à atteindre les Objectifs de Développement Durable (ODD)**.

Le Centre d'Excellence du PAM en Chine soutient le partage de la riche expérience et des réalisations de la Chine dans les domaines de la sécurité alimentaire, de l'amélioration de la nutrition et de la réduction de la pauvreté avec d'autres pays en développement en facilitant, entre autres, le dialogue et la recherche sur les politiques, la formation technique et l'échange, les conseils d'experts, pour atteindre l'ODD 2 (Faim Zéro) et l'ODD 17 (Partenariats pour la réalisation des objectifs).

Les domaines de collaboration prioritaires comprennent **le développement de la chaîne de valeur et l'amélioration de l'accès au marché pour les petits exploitants agricoles; le renforcement de la chaîne d'approvisionnement, y compris la transformation des aliments, la gestion des pertes après récolte et les systèmes de stockage; l'adaptation au changement climatique, la réduction des risques de catastrophes et le renforcement de la résilience** et la mise en œuvre de stratégies nationales de lutte contre la faim et de nutrition.

La collaboration antérieure entre les deux Centres d'Excellence s'est traduite par un mécanisme de consultation et des engagements conjoints pour des activités de renforcement des capacités, comme l'atelier international sur la gestion des pertes après récolte organisé à Abidjan en novembre 2019.

Selon la lettre d'intention, les deux Centres établiront des moyens plus efficaces et efficaces de travailler

ensemble à toutes les étapes du programme (conception des politiques, planification, exécution, suivi et évaluation), en particulier pour aider les gouvernements et les institutions régionales en Afrique à faire progresser la Faim Zéro. Cette collaboration sera étayée par des investissements visant à renforcer les capacités d'identification, de documentation et de partage des bonnes pratiques et des enseignements tirés, tout en renforçant les efforts de plaidoyer et de mobilisation des ressources. Les deux Centres chercheront à élargir leurs partenariats avec des instituts externes et d'autres agences des Nations Unies.

Le Centre d'Excellence du PAM en Chine est un partenaire proche du Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud (UNOSSC). Un tel réseau de pairs peut générer de nombreuses idées innovantes, des solutions inspirantes et des ressources souhaitées. Des efforts sont nécessaires pour boucler un engagement accru du secteur privé en faveur de la coopération Sud-Sud (CSS) afin d'explorer de nouvelles opportunités. Davantage de réseaux et de ressources, à la fois techniques et financiers, pourraient également être identifiés pour créer des synergies et des complémentarités afin d'accélérer les progrès vers l'ODD 2. D'autres domaines de collaboration incluent la promotion d'efforts conjoints de communication et de plaidoyer et le travail avec différentes entités en soulignant la valeur ajoutée des Centres d'Excellence et leurs rôles dans la CSS. Les deux Centres se concentreront également sur la formulation et la mise en œuvre de projets avec différentes parties prenantes en menant des analyses conjointes, une cartographie, une assistance technique, des recherches et en organisant des événements, des séminaires, des conférences et des initiatives de renforcement des capacités.



## Retour d'expérience des experts de la Côte d'Ivoire et du Bénin suite à la mission de coopération Sud-Sud en République du Congo

### Quelles sont les raisons de l'adhésion de la Côte d'Ivoire à cette mission ?

« L'objectif de cette mission d'assistance technique était le transfert de compétences aux acteurs de la filière manioc de la République du Congo, pour une meilleure valorisation de la chaîne de valeur du manioc. La Côte d'Ivoire avait l'habitude de ces missions dans les domaines des cultures de rente (Café, Cacao, Hévéa, Palmier, etc.). Dans le cadre de cette mission Congo, c'est une première dans la filière manioc, où la Côte d'Ivoire dispose d'un véritable savoir-faire. La Côte d'Ivoire est honorée d'avoir participé à cette mission. A travers cette collaboration, nous entendions mettre à la disposition de la République du Congo, notre expertise et savoir-faire dans la production et la transformation du manioc et la valorisation de la filière en général ».

### Quelles sont les retombées de cette mission pour la Côte d'Ivoire ?

« Cette mission a été très appréciée par l'ensemble des parties prenantes, notamment les autorités, les bénéficiaires et structures d'appui. Les artisans ont pu s'approprier des techniques de fabrication d'équipements pour la transformation du manioc et les groupements, principalement constitués de femmes, ont amélioré leur processus de production de gari et d'attiéké. Cette mission participe des efforts visant la valorisation de la filière manioc au Congo en boostant la production et en améliorant la transformation du manioc en produits dérivés de plus grande valeur ajoutée contribuant ainsi à accroître les revenus des acteurs impliqués. Les retombées pour la Côte d'Ivoire sont nombreuses. Parmi les plus importantes, je citerais :

- ◆ Le renforcement de la notoriété du pays pour son expertise dans la filière du manioc notamment la visibilité de la Société Ivoirienne de Technologie Tropicale (I2T) ;
- ◆ L'amélioration du procédé de fabrication du gari par les artisans avec un impact sur la qualité, le goût, la quantité produite et surtout la réduction de la pénibilité du travail des groupements de transformation ;
- ◆ La promotion de l'attiéké (met ivoirien) méconnu des transformatrices du Congo ;
- ◆ Les perspectives prometteuses de collaboration future avec d'autres pays et le CERFAM.

Interview réalisé avec M. Anon, Directeur des Productions Vivrières et de la Sécurité Alimentaire, au Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, en Côte d'Ivoire, avec la collaboration des experts de I2T.

### Pourriez-vous vous présenter et indiquer votre rôle pour ce projet ?

« Je suis M. Calixte HOSSOU, Directeur de l'Entreprise de Construction d'Equipements Mécano-Soudés (ECEMS-HCAL), formateur principal pour la Société Internationale d'Ingénierie pour le Développement (S2ID SARL). Dans le cadre de la mission Congo, j'ai été impliqué en tant qu'Expert Equipementier, formateur pour la fabrication des machines de transformation du manioc en ses dérivés ».

### En quoi consistait cette expérience de coopération Sud-Sud au Congo et qu'a-t-elle apporté de concret ?

« Cette mission consistait en un transfert de compétences sur la fabrication des machines de transformation du manioc, du Bénin vers le Congo, sous la coordination du CERFAM et l'appui des Bureaux du PAM au Bénin et au Congo. Cette mission a permis aux artisans et producteurs congolais de :

- \* Renforcer leurs capacités dans la construction des équipements de transformation du manioc ;
- \* Renforcer leurs capacités de transformation du manioc en produits de plus grande valeur ajoutée : gari, attiéké, tapioca, gâteau, etc. ;
- \* Contribuer au renforcement de la sécurité alimentaire au Congo ».

### Quelle a été la plus-value pour le Bénin et pour vous-même à l'issue de cette expérience ?

« Cette expérience a été une occasion de renforcement des liens entre les trois pays. Elle m'a personnellement permis de découvrir et de me familiariser avec le CERFAM, avec qui des initiatives d'implantation au Bénin d'une unité d'expertise de la transformation du manioc peuvent être envisagées. En outre, elle a constitué aussi une opportunité pour tester et renforcer notre capacité à transférer les compétences avec efficacité et partager notre expertise dans la sous-région et partout où besoin sera ».



## Retour d'expérience du bureau du PAM en République du Congo suite à la mission de coopération Sud-Sud

### Quelle est, pour vous, la valeur ajoutée du CERFAM dans la facilitation de cette coopération Sud-Sud?

« Le CERFAM a joué un rôle crucial dans la facilitation de cette initiative entre le Bénin, le Congo et la Côte d'Ivoire, notamment en matière (i) de concertation entre les trois pays à travers les Bureaux du PAM et les partenaires du gouvernement ; (ii) d'identification des experts et des techniciens au niveau du Bénin et de la Côte d'Ivoire ; (iii) et de coordination de l'élaboration du rapport de la mission. Ainsi, les experts Béninois et Ivoiriens ont pu former des artisans qui maîtrisent désormais la fabrication d'équipements de transformation. Ce processus va contribuer à la valorisation de la filière manioc en permettant par ailleurs une disponibilité accrue des dérivés du manioc qui constituent la denrée de base de la population ».



### Quelles sont les retombées de cette mission de coopération?

« Les premières retombées sont très encourageantes puisque les artisans de Bouanza ont reçu du PAM une commande pour la fabrication de sept kits d'équipements de transformateurs de gari et d'attiéké vu le succès des premiers équipements. Ces artisans sont actuellement sollicités par des privés pour la fabrication de ces types d'équipements.

Cette collaboration a aussi donné confiance aux bailleurs de fonds. La République du Congo a été approchée par l'Union européenne pour soumettre un projet d'un montant de 1.5 million d'Euro. Le Canada a approuvé un don de 250,000 dollars canadiens pour équiper et former 16 groupements de transformateurs et le South South trust fund a octroyé 150,000 dollars américains pour former et équiper 14 groupements et contribuer à l'organisation de l'atelier de capitalisation des acquis des différentes formations. L'introduction des transferts monétaires par le PAM pour ces produits dérivés permettra de répondre à un double objectif de sécurité alimentaire des bénéficiaires tout en promouvant l'économie locale ».



Interview réalisé avec **M. Ali Ouattara**, Directeur de pays adjoint du bureau de pays du PAM en République du Congo (PAM ROC), en collaboration avec des collègues du PAM ROC.







## GROS PLAN SUR L'UNITÉ PLANIFICATION, CONCEPTION DES PROGRAMMES ET PARTENARIAT (PDP) DU CERFAM

### Principaux domaines d'intervention

L'unité « Planification stratégique, conception de programmes et partenariat » (PDP en anglais) dirige des initiatives pour renforcer le positionnement stratégique, l'engagement et la collaboration du CERFAM avec les gouvernements, les institutions inter-régionales, les partenaires au développement et d'autres acteurs clés afin de conforter le rôle du Centre en tant que partenaire crédible et fiable parmi les principaux acteurs qui interviennent en matière de lutte contre la faim.

L'unité PDP coordonne l'établissement de cadres stratégiques, politiques solides et de partenariats stratégiques avec différents partenaires inter fonctionnels et multidimensionnels, notamment les gouvernements, les organisations régionales, les Nations Unies, les bailleurs, les institutions financières, les ONG et les universités, afin de parvenir à des solutions durables et à fort impact sur la faim et la malnutrition.

### Les tâches clés de l'unité PDP incluent :

- \* Développer le plan stratégique, le cadre stratégique de partenariat et le modèle de financement du CERFAM.
- \* Soutenir les politiques et fournir de l'assistance technique aux niveaux stratégique, programmatique et opérationnel en matière de développement rural, gestion des pertes post récolte, résilience communautaire, sécurité alimentaire, nutrition, alimentation scolaire basée sur la production locale.
- \* Soutenir les efforts des gouvernements et des partenaires dans le suivi et évaluation des progrès réalisés pour l'atteinte des cibles de l'ODD 2 (Faim Zéro).
- \* Renforcer les mécanismes et plateformes de

coordination multisectoriels en s'appuyant sur des initiatives existantes pour promouvoir l'engagement politique.

- \* Soutenir le dialogue politique et le plaidoyer aux niveaux continental, régional et national pour renforcer la visibilité et le rayonnement du CERFAM.

- \* Engager les partenaires clés et mobiliser des ressources financières, connaissances et des capacités pour maximiser l'impact des interventions du CERFAM.

Dotée de cette expertise et de ces outils, l'Unité PDP s'associe à d'autres unités pour accomplir la mission et la vision du CERFAM, accélérer les progrès vers l'élimination de la faim et de la malnutrition conformément à l'Agenda 2063 de l'Union africaine et à l'Agenda 2030 des Nations Unies.

### Quelques acquis récents de l'unité PDP

- ◆ Élaboration des cadres normatifs du CERFAM (Plan stratégique, Cadre stratégique de partenariats, Modèle de financement, Théorie du changement et Cadre de suivi et évaluation).
- ◆ Établissement et signature d'accords de partenariat notamment avec :
  - ⇒ Le **CIRAD** en matière d'appui aux politiques fondées sur des données probantes, soutien stratégique, assistance technique, plaidoyer et mobilisation des ressources pour soutenir les entités nationales et régionales qui interviennent dans le domaine de la sécurité alimentaire et la nutrition en Afrique de l'Ouest et Centrale.
  - ⇒ **L'ICED** pour faire avancer le suivi et évaluation en appui au développement durable et résilient en Afrique.
  - ⇒ La **Division de la chaîne d'approvisionnement du PAM** pour améliorer les capacités des acteurs nationaux en matière de chaîne d'approvisionnement et de systèmes alimentaires particulièrement l'amélioration de la résilience des systèmes de santé.



## LE PLAN STRATÉGIQUE 2020-2024 DU CERFAM EN BREF

### Pourquoi un plan stratégique pour le CERFAM ?

La vision du CERFAM est d'être un catalyseur pour les bonnes pratiques et les solutions innovantes contre la faim et la malnutrition en Afrique. Cette orientation stratégique s'appuie sur des consultations inclusives et approfondies avec les gouvernements, les organismes des Nations Unies, les partenaires au développement et d'autres intervenants clés. Le plan est entièrement aligné sur l'Agenda 2030, en particulier l'ODD 2, l'Agenda 2063 de l'Union africaine et d'autres stratégies continentales et régionales clés. Il est conçu pour être agile afin de s'adapter rapidement aux défis existants ou émergents tels que la pandémie de la COVID-19.

### La valeur ajoutée du CERFAM

Notre mandat principal est de promouvoir, documenter et diffuser les bonnes pratiques et les solutions innovantes éprouvées sur le terrain ou adaptées au contexte africain. Pour ce faire, nous capitalisons sur notre présence sur le terrain et notre proximité avec les gouvernements et les partenaires au développement en Afrique.

### Les priorités du CERFAM

Au cours des cinq prochaines années, nous mettrons l'accent sur : (i) le soutien aux gouvernements, institutions et aux partenaires dans la formulation, la planification, la mise en œuvre et le suivi des politiques et interventions en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, (ii) le soutien aux programmes nationaux d'alimentation scolaire basés sur la production locale afin de contribuer aux filets de sécurité sociale, d'améliorer les résultats en matière d'éducation et de

santé, et développer l'économie locale, (iii) la priorisation des stratégies et interventions nutritionnelles innovantes et multisectorielles dans le cadre des systèmes alimentaires durables ; (iv) l'optimisation de la chaîne de valeur alimentaire et l'appui au développement de systèmes alimentaires efficaces et durables afin d'accroître les revenus des petits exploitants ; (v) le renforcement de la résilience des individus, des communautés et des systèmes locaux face aux chocs.

### Les objectifs stratégiques

Le plan stratégique est structuré autour de trois objectifs stratégiques visant à : contribuer au renforcement des politiques et à la promotion d'un environnement propice à la conception et à la mise en œuvre de politiques et de programmes cohérents et durables dirigés par les pays ; aider les gouvernements et les partenaires à accéder aux meilleures compétences, connaissances et assistance technique disponibles pour les aider à accélérer les progrès vers la Faim Zéro ; soutenir les efforts des institutions et des partenaires pour surveiller et mesurer les progrès réalisés en vue d'atteindre l'Objectif de Développement Durable 2.

### Les partenariats

Chaque jour, nous travaillons étroitement avec nos différents partenaires pour assurer l'accès des populations à une alimentation saine, suffisante et nutritive tout au long de l'année. Nous sommes convaincus que **des partenariats robustes, inclusifs et complémentaires sont essentiels** pour accompagner les gouvernements et les institutions à résoudre le problème de la faim et de la malnutrition.

## Découvrez l'équipe de l'unité PDP



**Patrick Teixeira** est le chef de l'unité PDP. Il a rejoint le PAM-CERFAM en tant que conseiller principal en programmes et politiques le 15 août 2019. Avec plus de 20 ans d'expérience aux Nations Unies, Patrick a occupé divers postes de programmation et de gestion au Cap-Vert, au Libéria, en Érythrée, en Côte d'Ivoire, en Gambie et en Italie. Patrick a également travaillé en tant que conseiller pour l'égalité des sexes au Siège, chargé du renforcement institutionnel et du développement des capacités et, plus récemment, en tant que directeur adjoint de pays et chef de programme au PAM Timor-Leste. Patrick est un économiste spécialisé dans la sécurité alimentaire et la nutrition et un auditeur certifié de l'Organisation internationale du travail. Patrick a obtenu un Master en économie et un diplôme en développement international et coopération de l'Université des Sciences Sociales - Toulouse 1, en France.

**Nafi Aïsha Diop** a rejoint le PAM-CERFAM en tant que responsable de la sécurité sanitaire et de la qualité des aliments (FSQA) le 13 janvier 2020 dans le cadre d'un échange de personnel d'un an avec l'unité FSQA du PAM à Rome. Avec plus de 6 ans d'expérience, Nafi Aïsha possède une expertise dans la mise en œuvre des projets liés à la chaîne de valeur alimentaire, la rationalisation de la sécurité et la qualité des aliments dans les opérations, le développement et la dispense des formations. Nafi Aïsha a obtenu un Master de l'ISTOM, au Collège d'Agro-Développement International et un Master en Systèmes Agricoles et Alimentaires Durables pour le Sud, avec une spécialisation dans l'industrie alimentaire pour les environnements tropicaux de Montpellier SupAgro.



**Igor Bazemo** a rejoint le PAM-CERFAM en tant que chargé des politiques et programmes le 4 décembre 2019. Avec plus de 4 ans d'expérience avec le PAM, Igor a travaillé au Sénégal, en Namibie et à Madagascar dans les bureaux de pays du PAM et au Bureau régional du PAM pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre à Dakar. Igor possède une expertise dans la planification stratégique, la conception de programmes et la coopération Sud-Sud et triangulaire. Igor a obtenu un Master en sciences politiques et relations internationales de l'Université Sapienza à Rome et un Master en relations internationales de l'Université Paris1 de Sorbonne, en France.



**Rayan Ezzeddine** a rejoint le PAM-CERFAM en tant que chargée de gestion d'information, performance et rapportage le 9 mai 2020 dans le cadre du programme des jeunes volontaires de l'Union africaine. Avec plus de trois ans d'expérience, Rayan a été assistante de surveillance sur le terrain au PAM Liban, officier de terrain d'assistance directe chez Première Urgence Aide Médicale Internationale Liban, en tant qu'associé à la protection de l'enfance à l'UNICEF au Liban et stagiaire en lutte contre la corruption au bureau régional de l'ONUDC pour l'Asie du Sud-Est et Pacifique. Rayan a obtenu un Master en droit international et droits de l'homme de l'Université mandatée par l'ONU pour la paix à San Jose, au Costa Rica, et un bachelor en science politique et affaires internationales de l'Université libanaise américaine.



© WFP

**"Bien se laver les mains, plusieurs fois par jour avec du savon et de l'eau, pendant 30 secondes, est un des gestes barrières à adopter pour éviter le COVID-19 et minimiser le risque d'être contaminé".**

**CENTRE D'EXCELLENCE RÉGIONAL CONTRE LA FAIM ET LA MALNUTRITION**

Cocody Ambassades, Angle Blvd Hassane II, Rue des Bougainvilliers, Lot 20

01 BP 1747 Abidjan 01 • Côte d'Ivoire

Tel: (+ 225) 22 54 85 85

Suivez-nous sur Twitter: [@WFP\\_CERFAM](https://twitter.com/WFP_CERFAM)

Visitez notre page Web: [www.wfp.org/cerfam](http://www.wfp.org/cerfam) ou <https://www.wfp.org/publications/cerfam-newsletter> pour lire nos précédents bulletins.